



**PAS-DE-CALAIS HABITAT**  
**Office Public de l'Habitat**

**DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU**

**SEANCE DU 09 SEPTEMBRE 2022**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Mesdames AIT-CHIKHEBBIH, DUHEN, ROSSIGNOL  
Messieurs LEROY, MELICK, MALFAIT

**Demande d'autorisation à ester en justice**

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED] à ARRAS

---

Direction : Politiques Client et Solidarités  
Rapporteur : Bruno DUVAL

---

Suivant Avis à victime en date du 11 août 2022, Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal judiciaire d'Arras invite Pas de Calais habitat, en qualité de victime, à se constituer partie civile dans le cadre d'une procédure menée à l'encontre de [REDACTED] ainsi que Monsieur [REDACTED]

Il est reproché à [REDACTED], et [REDACTED]  
[REDACTED], d'avoir volontairement dégradés, durant la nuit du 20 juillet 2022, les caméras de vidéo protection et les plafonds de l'entrée [REDACTED]  
[REDACTED] à Arras.

Une déclaration de sinistre a été effectuée auprès de l'assureur de Pas-de-Calais habitat. Le montant estimatif des travaux de remise en état s'élèvent à 4000 € (chiffrage précis en cours).

Compte-tenu du préjudice matériel subi par Pas de Calais habitat et de l'Avis à victime invitant Pas-de-Calais habitat à se constituer partie civile dans cette procédure, il convient que Pas-de-Calais habitat fasse le nécessaire en ce sens afin d'assurer la défense de ses intérêts devant le Tribunal.

Vu les dispositions des articles R. 421-16 et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération adoptée par le Conseil d'administration le 08 septembre 2021 délégrant au Bureau le pouvoir d'autoriser le Directeur général à ester en justice au nom de l'office,

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général à représenter l'office devant le Tribunal Judiciaire d'Arras, dans le cadre du litige qui l'oppose à [REDACTED] et à régulariser tous les actes de procédure à cette fin,
- ✓ autorisent en tant que nécessaire, la régularisation de toute action en justice devant toute juridiction compétente au besoin devant la juridiction d'appel, la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre de ce litige.

Décision adoptée à l'unanimité.